

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 598 DU 27 JUIN 2012

1801/2012 : 211^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« CEUX QUI NE BOUGENT PAS NE SENTENT PAS LEURS CHAINES »

ROSA LUXEMBOURG

« RÉPÉTEZ UN MENSONGE ASSEZ FORT ET ASSEZ LONGTEMPS ET LES GENS LE CROIERONT »

ADOLF HITLER

LE CHÔMAGE

TOUJOURS LE CHÔMAGE

RIEN QUE LE CHÔMAGE

LA FRANCE

A

DE PLUS EN PLUS

DE FISSURES

À LA UNE

L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS A DE PLUS EN PLUS DE FISSURES

A une semaine de la présentation du collectif budgétaire, le gouvernement a désormais entre les mains les prévisions de croissance 2012 de l'Insee. Et elles ne sont guère réjouissantes. Déjà stable au premier trimestre, l'activité resterait à l'arrêt au deuxième (0 %), avant de redémarrer très mollement par la suite : 0,1 % au troisième trimestre puis 0,2 % au quatrième. Du coup, sur l'ensemble de 2012, le ralentissement serait très net : le PIB progresserait de 0,4 %, contre 1,7 % en 2011. Comme l'a déjà laissé entendre l'exécutif, le collectif révisera donc la prévision Fillon pour 2012 (+ 0,7%). Il est probable que Bercy ira en deçà de 0,5%, chiffre sur lequel a été bâti le projet Hollande. « 0,5 %, cela paraît peut-être un peu compliqué à maintenir », a admis hier Jérôme Cahuzac, ministre délégué au Budget, sur RMC, en soulignant que « le consensus des économistes est à 0,3 % ». En ne retombant pas en récession, la France s'en sortirait tout de même mieux que la moyenne de la zone euro (- 0,3 %), où les fortes tensions sur les dettes souveraines « entraînent un durcissement des conditions de financement des ménages et des entreprises et conduisent de nombreux pays à accélérer la consolidation de leurs finances publiques », indique Eric Dubois, directeur des études et des synthèses économiques. En France, « la demande intérieure ralentirait nettement et l'activité ne bénéficierait pas du mouvement de restockage observé en 2011 », ajoute Jean-François Ouvrard, chef de la division synthèse conjoncturelle. D'ici à la fin de l'année, tous les moteurs de la croissance tourneraient, au mieux, au ralenti. La consommation des ménages serait « atone », tout comme l'investissement des entreprises. Les premiers verraient leur pouvoir d'achat nettement reculer en raison notamment des hausses d'impôts et ne maintiendraient un certain niveau de consommation (+ 0,2 % en moyenne) qu'en puisant un peu dans leur épargne. Côté entreprises, le degré d'incertitude dans la zone euro et la faiblesse des perspectives d'activité n'incitent pas non plus à la dépense. Sans compter que les conditions de crédit ne se détendent pas et que le taux de marge des entreprises, déjà au plus bas depuis vingt-cinq ans, continuerait à se dégrader (à 27,3 % en moyenne annuelle). Après avoir joué un rôle moteur dans la reprise de 2010 et 2011, l'investissement calerait donc au deuxième semestre (0 %), affichant même un repli de 0,3 % sur l'ensemble de 2012. Les maigres perspectives de croissance n'inciteront pas non plus à l'embauche. Après la résistance surprise du début d'année, l'économie se remettrait à détruire des emplois dans le secteur marchand au cours des trois trimestres suivants (25.000 destructions au total en 2012), portant le taux de chômage à 9,9 % enfin

d'année . Finalement, le seul facteur « positif » de la crise aura été de faire chuter l'euro. Cette dépréciation aidera les exportateurs français au second semestre, rendant leurs produits plus compétitifs au moment où la demande des pays émergents devrait se raffermir. Si elles se vérifient, les prévisions de l'Insee laissent aussi entendre que l'économie abordera 2013 avec très peu d'élan : l'acquis de croissance serait de... 0,2 %. De quoi condamner définitivement la prévision de croissance de Bercy (+1,7 %), déjà très supérieure à celle du consensus des économistes (+ 0,9 %). Fâcheux hasard du calendrier. Le jour où le gouvernement annonce son coup de pouce au SMIC, l'Insee prévoit une baisse du pouvoir d'achat sans précédent depuis... vingt-huit ans. Il reculerait de 0,6% en moyenne cette année et même de 1,2% par unité de consommation (mesure plus proche du ressenti des Français puisqu'elle représente la situation des foyers selon leur composition). Jamais depuis le début de la crise, le pouvoir d'achat n'avait subi un tel choc : il s'était replié de 0,1% l'an dernier et de 0,3% en 2008 (par unité de consommation). Il faut remonter à 1984 pour connaître pire année : suite au « tournant de la rigueur » du gouvernement Mauroy, le pouvoir d'achat par unité de consommation avait alors chuté de 1,9%. Il reste que les anticipations de l'Insee sont largement imputables aux mesures de rigueur prises par le gouvernement Fillon. « Nous avons tenu compte des 11,2 milliards d'euros de hausse d'impôts sur les ménages déjà votés pour 2012, auxquels nous avons ajouté 2,5 milliards au titre des mesures déjà annoncées par le nouvel exécutif, comme le relèvement du barème de l'ISF et des droits de succession, la suppression des exonérations des heures supplémentaires ou la hausse des cotisations vieillesse au 1er novembre », précise Eric Dubois, à l'Insee. Au final, les prélèvements obligatoires versés par les ménages accéléreraient en 2012 (+ 6,7%, après 5% l'an dernier), tirés par la hausse des impôts sur le revenu et le patrimoine (+ 10,1%). A cela, viendra s'ajouter un ralentissement des revenus d'activité (+ 2,2%, après 2,9%), le chômage pesant sur la masse salariale. Autant de facteurs négatifs que le reflux de l'inflation (qui retomberait à 1,4% en décembre) ou le maintien des prestations sociales « dynamiques » (avec la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire, notamment) ne suffiront pas à compenser.

LA RÉDACTION





AFFAIRES NATIONALES

POLITIQUE

NÉGOCIER POUR UNE POLITIQUE DES SALAIRES

A la dernière réunion de la direction politique de la CPGN, **Jean Paul Eluther** a fait la déclaration suivante sur les salaires :

« Les salaires sont un élément du coût de production et ont, par leur masse, une influence sur la demande des biens de consommation. Ils ont par là une action sur le niveau des prix et sur l'équilibre économique général . D'un autre côté, le salaire constitue le revenu , et souvent le seul de la plus grande partie de la population laborieuse. Impératifs économiques et impératifs sociaux se conjuguent et doivent être pris en compte pour déterminer le montant des salaires . Il en résulte que toute intervention publique en matière de salaires doit se faire de manière concertée, au risque de tout chambarder par des licenciements massifs, une montée inconsidérée des prix , un ralentissement des investissements et plus généralement de la croissance économique.

Il y a plusieurs éléments qui déterminent le niveau des salaires réels (i.e. ajustés pour l'inflation). Comme n'importe quel marché, le salaire qui équilibre le marché du travail est influencé par l'offre et la demande de travailleurs. La demande pour un travailleur varie selon la conjoncture économique dans laquelle œuvre ce travailleur, ainsi que par la productivité de ce travailleur. La plupart des économistes s'entendent pour dire que plus un travailleur est productif – en terme de la valeur de ce qu'il produit par unité de temps – plus son salaire sera élevé. De façon générale, la productivité mesure l'efficacité d'un processus à transformer un ou des facteurs entrants en un résultat. Elle est en lien avec la notion plus élémentaire de rendement. La productivité a un rôle clef dans la compréhension de la façon dont les actions humaines (à l'échelon micro ou macro) sont contributives à ce que nous appelons le progrès, le développement ou la croissance économique.

C'est donc une question trop importante pour laisser à des décideurs idéologues le soin de décider du montant des salaires . Une simple augmentation du SMIC décidée en France , par un gouvernement français , sans concertation avec les acteurs économiques et sociaux de notre pays est une fumisterie et un mépris . La négociation en matière salariale est

donc un impératif pour que nous ayons une croissance , solide et solidaire ».

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, SOCIÉTÉ

LE CHÔMAGE TOUJOURS LE CHÔMAGE

Selon Pôle emploi, fin mai 2012, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'établit à 57 830 en Guadeloupe et Îles du Nord. Ce nombre augmente de 0,1 % par rapport à fin avril 2012 (soit +40). Sur un an, il est en hausse de 3,6 %.

En Guadeloupe et Îles du Nord, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 64 580, fin mai 2012. Ce nombre reste stable (soit -30). Sur un an, il croît de 4,1 %.

Le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi en catégories D et E s'établit à 3 760 en Guadeloupe et Îles du Nord fin mai 2012 (1,3 % sur un mois). Le nombre de demandeurs inscrits en catégorie D est en hausse de 3,0 % et celui des demandeurs inscrits en catégorie E demeure stable par rapport au mois d'avril 2012.

Les entrées et sorties de Pôle emploi pour catégories A, B, C diminuent au cours des trois derniers mois de -3,3 % par rapport aux trois mois précédents. Les motifs en baisse concernent les reprises d'activité (-11,4 %), les autres licenciements (-4,9 %), les premières entrées (-4,5 %), les autres cas (-4,4 %) et les fins de missions d'intérim (-4,3 %). Seules les fins de contrat à durée déterminée augmentent (+3,7 %) tandis que le motif démissions reste stable.

En parallèle, les sorties de catégories A, B, C reculent en Guadeloupe et Îles du Nord au cours des trois derniers mois de 5,3 % par rapport aux trois mois précédents. Tous les motifs de sorties sont en baisse sauf les radiations administratives (+82,1 %).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmentent en Guadeloupe et Îles du Nord, au cours des trois derniers mois de 20,2 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne uniquement les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois, + 35,0 %). Les offres d'emploi durable sont en baisse (6 mois ou plus, - 5,5 %).

NB La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus

78 heures au cours du mois (catégorie B), ou une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois (catégorie C). Par ailleurs, certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles (catégorie D), soit pourvues d'un emploi (catégorie E).

LES RÉACTIONS

POUR LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE , le maintien d'un chômage aussi élevé est très grave et dangereux pour l'équilibre de notre pays .C'est encore une fois l'illustration d'un échec de la politique et sociale des autorités coloniales et de leurs alliés les conservateurs socialistes et libéraux .Une autre politique s'impose .

HALTE AU MISERABILISME .

C'est le titre du communiqué que nous a adressé la CTU suite à la décision du gouvernement d'augmenter le SMIC :

Le gouvernement de France, par la voix de son ministre du travail s'est honoré d'augmenter le SMIC de 2% à partir du 1er juillet.

Cette augmentation représente 21.50€ par mois soit à peu près la valeur d'une baguette par jour pour un salarié à temps plein.

Il ne s'agit, pour la C.T.U, ni plus ni moins que d'une politique salariale misérabiliste. Cette augmentation est d'autant plus dérisoire lorsque l'on sait que plusieurs dizaines de milliers de salariés en Guadeloupe sont embauchés à temps partiel.

La C.T.U remarque au passage que le bouclier fiscal mis en place par l'ancien gouvernement n'a pas été supprimé. Par contre le nouveau Président qui promettait le changement pour maintenant est incapable de proposer un véritable bouclier social.

La C.T.U observe que l'insatisfaction salariale grandit partout dans le pays, que le patronat utilise tous les subterfuges pour ne pas appliquer l'accord BINO et que les N.A.O (Négociations Annuelles Obligatoires) se déroulent souvent dans un climat électrique.

La C.T.U réaffirme qu'il n'y aura pas de solution durable à la question salariale tant que ne sera pas défini un SMIC Guadeloupéen calculé sur les dépenses auxquelles est assujettie une famille moyenne vivant en Guadeloupe.

La C.T.U lance un appel à tous les syndicats afin que s'ouvre avec les représentants du gouvernement de la France de véritables négociations sur la politique salariale qui doit être appliquée en Guadeloupe

Par ailleurs, **Alex Lollia** a commenté ce communiqué à RADIO CARAIBES le 27 juin 2012 .

2% DE REVALORISATION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE AU 1er JUILLET

Les allocations chômage seront revalorisées de 2% à partir du 1er juillet, soit un peu plus que l'évolution des prix enregistrée depuis leur dernière hausse, a annoncé mercredi l'Unédic. L'augmentation a été approuvée en Conseil d'administration par quatre organisations syndicales (CFDT, CFTC, FO et CFE-CGC) et deux patronales (Medef, Upa). La CGT et la CGPME se sont abstenues. "L'environnement social difficile" et les derniers chiffres des demandeurs d'emploi annoncés mardi, 33.300 inscrits de plus (catégorie A sans activité) qu'en avril, ont été déterminants dans cet arbitrage, selon le président de l'Unédic Jean-François Pilliard (Medef). En juillet 2011, l'allocation avait été revalorisée de 1,5% (1,2% en 2010). "Depuis des années, faute d'accord, les revalorisations étaient inférieures à l'inflation", a souligné dans un communiqué le numéro deux de la CFDT Laurent Berger, en se félicitant de cette décision. L'Unédic devait aussi tenir compte de sa situation financière déficitaire, a expliqué son président lors d'un point presse. Pour 2012, l'organisme prévoit un déficit de 3 milliards d'euros et 4 milliards à la fin 2013. Au total, son déficit cumulé -la dette- devrait s'élever à 14,1 milliards d'euros à la fin 2012 et à 18,21 milliards à la fin 2013.

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES INTERNATIONALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

LE TOURISME , UN PUISSANT OUTIL POUR COMBATTRE LA CRISE

Le tourisme est l'une des industries les plus dynamiques de l'économie mondiale; il peut jouer un rôle majeur dans la lutte contre la crise de l'emploi qui a déjà coûté des dizaines de millions d'emplois, selon l'Organisation internationale du Travail (OIT). «Nous pensons que le secteur du tourisme est en partie la solution», déclare Alette van Leur, qui dirige le Département des Activités sectorielles de l'OIT. «Il est essentiel pour la création d'emplois, c'est un secteur à haute intensité de main-d'œuvre et une source significative de développement et d'inclusion sociale». En une année seulement, le tourisme devrait créer plus de cinq millions d'emplois. Avec près de la moitié de sa main-d'œuvre composée de jeunes gens, le secteur est particulièrement intéressant au

moment où 75 millions de jeunes sont au chômage. En 2011, le tourisme a généré – directement et indirectement – près de 255 millions d’emplois et contribué à hauteur de 6 milliards de dollars à l’économie mondiale. Cela représente environ un emploi sur douze et neuf pour cent du PIB mondial. Il est prévu que le nombre d’emplois dans le tourisme et les secteurs connexes augmente de deux pour cent pour dépasser les 260 millions cette année. Vers 2022, le tourisme devrait fournir 328 millions d’emplois, soit un emploi sur dix sur la planète, selon les prévisions du Conseil mondial du tourisme et des voyages (WTTC). Le tourisme devient une source majeure de croissance et d’emploi dans de nombreux pays en développement, y compris dans les régions rurales, et pour tous ceux qui ont un accès limité au marché du travail, comme les femmes, les jeunes et les migrants. C’est la principale source de recettes à l’exportation de services dans les pays les moins avancés: les recettes touristiques représentent 33 pour cent des exportations des PMA et pas moins de 65 pour cent pour les PMA insulaires. Lors d’une récente réunion des ministres du tourisme du G20 au Mexique, le secteur a été décrit comme «un moteur puissant de la croissance économique et de réduction de la pauvreté». Mais le tourisme a aussi sa part d’ombre. Actuellement, les conditions de travail sont souvent médiocres et irrégulières, les rémunérations faibles, la durée du travail excessive et les perspectives d’évolution limitées, les contrats sont souvent occasionnels, temporaires ou à temps partiel et aboutissent à une insécurité de l’emploi. Ces médiocres conditions de travail conduisent à une forte rotation des effectifs qui peut être coûteuse pour les employeurs en termes de formation du personnel. L’OIT pense que l’impact sur les économies nationales peut encore progresser si l’on veille à ce que les emplois du secteur se conforment aux normes du travail décent. «Le travail décent et le dialogue social, en particulier sur les lieux de travail, sont de première importance dans le secteur du tourisme, parce que la satisfaction au travail a une influence directe sur la qualité du service et de la main-d’œuvre et, partant de là, sur la satisfaction du client», affirme Wolfgang Weinz, spécialiste de l’hôtellerie, de la restauration et du tourisme à l’OIT. Le tourisme durable crée des emplois, stimule le développement de nouvelles infrastructures et entreprises et incite les populations locales à acquérir de nouvelles compétences, comme les langues étrangères. L’OIT a publié un manuel de formation pour aider les acteurs du secteur – y compris les gouvernements, les syndicats et les représentants de l’industrie touristique – à réduire la pauvreté grâce au travail décent, tout en atténuant les impacts négatifs du tourisme.



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

FIN DE LA TOURNÉE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS EN AMÉRIQUE DU SUD

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a quitté Santiago, capitale chilienne, mardi après-midi, marquant la fin de ses visites officielles au Brésil, en Uruguay, en Argentine et au Chili. Lors de sa tournée, M. Wen s'est entretenu avec les dirigeants des quatre pays, et a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable à Rio De Janeiro, au Brésil. Au cours de sa tournée, M. Wen a également pris part à une vidéo-conférence avec les dirigeants du Marché commun d'Amérique du Sud (Mercosur) et a prononcé un discours au siège de la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Santiago.

DOMINIQUE, CUBA ET LE VENEZUELA DÉCIDENT D'EXPULSER L'USAID

Dominique, Cuba et le Venezuela se sont joints aux ministres des Affaires étrangères de la Bolivie, l'Équateur et le Nicaragua pour demander que les chefs de gouvernement de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) expulsent immédiatement l'Agence américaine pour le développement international (USAID). La résolution a été adoptée suite à une réunion des ministres des Affaires étrangères à Rio, au Brésil, jeudi dernier. La déclaration a ensuite été publiée en espagnol dans les journaux cubains. En dehors de la Dominique, les deux autres pays anglophones de l'ALBA, Antigua et Barbuda et Saint-Vincent-et-les Grenadines, n'ont pas signé à la déclaration. La déclaration demande aux chefs d'Etat et de gouvernement des Etats parties à l'Alternative bolivarienne pour les Amériques l'expulsion immédiate de l'USAID, ses délégués ou représentants, au motif que leur présence et leurs activités sont un facteur de perturbation qui menace la souveraineté et la stabilité politique de nos nations. " La déclaration soutient que l'USAID intervient ouvertement dans la politique interne des pays de l'ALBA, sous le prétexte de «la planification et la gestion de l'aide économique et humanitaire en dehors des Etats-Unis et partout dans le monde à travers le financement des ONG dont les actions et projets visent à déstabiliser des gouvernements légitimes qui ne sont pas favorables aux intérêts américains. Les ministres des Affaires étrangères ont fondé leurs conclusions sur des preuves à partir de documents déclassifiés du Département d'Etat des Etats-Unis qui montrent que l'USAID finance des organisations et des partis politiques opposés aux gouvernements des pays de l'ALBA. Il s'agit "d'une ingérence claire et flagrante dans la politique interne de chaque nation." Selon la déclaration: "Il a été considéré que dans la majorité des pays de l'ALBA, l'USAID, finance des médias, des dirigeants politiques, des ONG des organisations, entre autres. "

ORIENT

LA TURQUIE N' A PAS L' INTENTION D'ATTAQUER LA SYRIE

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré mercredi que son pays n'avait pas l'intention d'attaquer la Syrie, bien que Damas ait abattu un de ses avions de combat. M. Erdogan s'est exprimé à ce propos lors d'une cérémonie en l'honneur du premier jet fabriqué localement par la Turquie, HURKUS. "Nous, en tant que Turcs et nation turque, n'avons pas l'intention d'attaquer. Nous ne faisons que prendre nos

dispositions pour écarter toutes les menaces pour notre unité et intégrité, et par cela j'entends pour la défense. Nous n'avons jamais convoité le territoire d'un autre pays. Nous n'avons jamais adopté de position hostile à l'égard d'un autre pays", a-t-il poursuivi. "Nous répondons aux comportements, attaques et menaces hostiles contre nous avec toute notre force, mais aussi avec inspiration et pouvoir de notre histoire, et nous n'hésitons jamais à faire tout ce qui est nécessaire", a ajouté le Premier ministre turc. M. Erdogan a déclaré lors d'une réunion du parti Justice et Développement (AK) au parlement mardi que le régime du président syrien Bachar al-Assad "était devenu un danger clair et présent pour la sécurité turque". Les Forces armées turques ont reçu l'ordre de traiter toutes les unités militaires syriennes approchantes comme une menace. La Turquie a ajouté que l'incident "ne sera pas impuni", mais a également souligné qu'elle ne comptait pas faire la guerre à la Syrie. La Turquie critique depuis longtemps le régime syrien pour ses opérations contre les manifestants anti-régime. Mais la Syrie a toutefois qualifié l'accident du jet F-4 turc d'acte d'auto-défense.

RUSSIE

TOURNÉE DE POUTINE AU PROCHE ORIENT

Vladimir Poutine a plaidé pour une transition "civilisée" vers la démocratie dans les pays touchés par le "printemps arabe", lors de la première étape de sa tournée au Proche-Orient depuis son retour au Kremlin en mai. C'est d'Israël que le président russe a donné ce "conseil" aux populations arabes en quête de changements après un demi-siècle d'impasses et d'échecs politico-économiques. "Depuis le début du printemps arabe, la Russie s'efforce de convaincre ses partenaires que les changements démocratiques devraient se dérouler de manière civilisée", a-t-il déclaré lors de sa conférence de presse conjointe avec le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. En fait, à Jérusalem, Poutine a essayé de rassurer ses hôtes sur leur encerclement. D'abord, il a balayé d'un revers de la main tout danger de débordement de la crise syrienne sur Israël et il sait de quoi il parle puisque Moscou est l'armurier et le soutien du régime de Bachar Al-Assad confronté depuis plus de 15 mois à une révolte populaire qu'il réprime dans le sang avec des armes de guerre russes. Ensuite, il a dû également donner des gages s'agissant de la bombe atomique iranienne. Rien n'a filtré sur ce qu'a dit Poutine mais les Israéliens n'avaient pas manqué de rappeler leurs exigences. Netanyahu, lui, a réitéré ses trois exigences : arrêt de tout enrichissement d'uranium en Iran, transfert hors d'Iran de tout uranium enrichi et démantèlement de l'installation souterraine près de Qom. Le transfert de l'uranium enrichi est une vieille idée de Moscou. Netanyahu a pressé son invité à renforcer les sanctions et ses exigences contre l'Iran, accusé par Israël et l'Occident de chercher à se doter de l'arme nucléaire malgré ses démentis. Le président israélien Shimon Peres a personnellement demandé à Poutine de faire entendre sa voix contre un Iran nucléaire, contre un génocide, lors d'un entretien, suivi d'un dîner d'État, dans sa résidence à Jérusalem. Poutine a prêté oreille au plan israélien de sortie de crise en Syrie dont le Golan a été annexé depuis la dernière guerre avec les Arabes : la Syrie serait, pendant deux ans, placée sous un mandat de la Ligue arabe avec le soutien des Nations unies jusqu'à ce que des élections démocratiques puissent être organisées dans ce pays. Pour revenir au conseil prodigué par le président russe aux insurrections populaires dans le monde arabe, il convient de relever que lui-même est confronté à un "printemps russe" depuis l'automne dernier qu'il n'est pas arrivé à éteindre malgré des vagues successives de répression. Pas plus tard que le mois dernier, une marée humaine l'a encore défié à Moscou. L'opposition russe monte en cadence alors qu'il vient à peine d'entamer son nouveau mandat de six ans. Poutine a de plus en plus recours à une répression digne de systèmes autocrates : perquisitions aux

domiciles des responsables de l'opposition, chantage sur les associations de la société civile, nouvelles lois anticonstitutionnelles interdisant les rassemblements publics et le droit de manifester, prévoyant des emprisonnements et de fortes amendes dissuasives... Mais le mouvement citoyen ne cesse d'amplifier. L'ex-boss du KGB ne fait plus peur. "Il y aura de plus en plus de manifestants dans les rues", affirme l'opposition. Le mouvement de colère en Russie a débuté en décembre dernier, pour dénoncer les fraudes massives qui, selon l'opposition, ont entaché les législatives gagnées par le parti de Vladimir Poutine. Et le "printemps de Moscou" ne compte pas s'arrêter là. Tous les partis d'opposition viennent de signer le "Manifeste de la Russie libre". Leur principale exigence : obtenir des élections vraiment démocratiques.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Après quatre séances de baisse, l'Asie boursière se reprend légèrement ce mercredi matin avant le sommet européen de jeudi et vendredi. A Tokyo, l'indice Nikkei avance de 0,3% peu avant la clôture, tandis que Hong Kong gagne 1%, le Shanghai Composite progresse de 0,3%, Taiwan avance de 0,5% et Séoul prend 0,2%. De son côté, Sydney remonte de 0,7%, Singapour gagne 0,5% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) s'adjuge 0,6%. Hier, Wall Street a fini dans le vert (+0,2% pour le DJIA, +0,6% pour le Nasdaq), tandis que l'Europe a encore cédé un peu de terrain (-0,1% pour l'EuroStoxx 50). L'issue du sommet européen prévu jeudi et vendredi à Bruxelles reste incertaine, alors qu'Angela Merkel s'accroche à ses positions. Hier, la chancelière allemande a même affirmé que les Euro-obligations ne verraient pas le jour "tant qu'elle serait vivante" !... Ce soir, François Hollande reçoit la chancelière à l'Élysée pour tenter de trouver un compromis qui s'annonce difficile...

ÉTATS UNIS

Les marchés actions américains poursuivaient leur rebond après deux heures de cotation à la faveur de statistiques macroéconomiques rassurantes. Les commandes de biens durables sont ressorties en hausse au mois de mai tout comme les promesses de ventes dans l'immobilier qui ont progressé de 13,3% en mai par rapport à l'année précédente. Par ailleurs sur le Vieux Continent, les marchés ont bien accueilli la demande d'aide au FMI de la part de Chypre. A 18 heures, le Dow Jones gagnait 0,68% à 12 619,55 points et le Nasdaq grimpeait de 0,79% à 2 876,72 points.

EUROPE

Les Bourses européennes ont terminé en hausse mercredi, soutenues dans l'après-midi par des indicateurs américains meilleurs que prévu, alors que l'euro a encore reculé vis-à-vis du dollar à la veille d'un sommet européen dont les investisseurs attendent peu de choses. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 1,67% à 3.063,12 points. Le Footsie britannique a gagné 1,41% et le Dax allemand 1,5%, tandis que l'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a progressé de 1,37%.

CHANGE

L'euro reculait face au dollar mercredi, les cambistes optant pour la prudence avant le sommet européen sur la crise de la dette prévu jeudi et vendredi, présenté comme crucial pour l'avenir de la zone euro, mais dont peu espéraient qu'il apporte les réponses nécessaires à la crise. Vers 18H00 GMT, l'euro valait 1,2470 dollar contre 1,2495 dollar mardi vers 21H00 GMT. L'euro était stable face au yen, à 99,38 yens contre 99,36 yens mardi soir. Le billet vert progressait face à la devise nippone, à 79,69 yens contre 79,51 yens la veille. Vers 18H00 GMT, la livre britannique perdait du terrain face à l'euro, à 80,11 pence pour un euro, comme face au billet vert à 1,5565 dollar. La devise helvétique restait stable face à l'euro à 1,2006 franc suisse pour un euro, et baissait face au billet vert à 0,9630 franc suisse pour un dollar. Le yuan chinois a fini à 6,3574 yuans pour un dollar contre 6,3627 yuans la veille.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du pétrole ont terminé en hausse de plus de 1% mercredi à New York, des tensions sur l'offre en provenance de la mer du Nord et des indicateurs macro-économiques américains meilleurs que prévu ayant éclipsé les inquiétudes concernant la crise de la dette de la zone euro. Sur le Nymex, le contrat août sur le brut léger américain (WTI) CLc1 a fini sur un gain de 0,85 dollar, soit 1,07%, à 80,21 dollars le baril. Dans le même temps, le Brent LCOc1 avançait de 0,47%, soit 0,44 dollar, à 93,46 dollars. Le marché pétrolier a également été soutenu par une baisse, certes moins marquée que prévu, des stocks de brut aux Etats-Unis la semaine dernière.

PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA



MANAGEMENT ET DROIT

LE NUMÉRIQUE BOUSCULE LE MANAGEMENT DES ENTREPRISES

Ils étaient nombreux, jeudi dernier, au café Delaville à Paris. Près de 40 directeurs des ressources humaines (Sanofi, L'Oréal, Dior, Chanel, AXA, BioAlliance Pharma, L'Occitane, Kinross, Promotech, Grey Healthcare, etc.) et une dizaine de dirigeants de société de l'univers Internet (Viadéo, Dailymotion, Maxicours, Amazon, etc.) avaient répondu à l'invitation du cabinet-conseil en recrutement Taste. L'objet de la rencontre matinale ?

L'impact du numérique sur l'organisation et les talents de l'entreprise. « Les entreprises se sont toutes lancées dans l'utilisation des outils numériques sans réflexion préalable sur l'organisation, constate Muriel Schulz, responsable des ressources humaines chez Leroy Merlin. Or, l'Internet, les intranets et les réseaux sociaux chamboulent tout : les "business models", les circuits de distribution et d'achat, les relations entre salariés, jusqu'à la nature des recrutements. » La mise en place d'une stratégie numérique effective s'impose nécessairement, mais comment faire quand les personnes qui promeuvent le recours au digital n'ont guère de pouvoir de décision et que les comités de direction, peu familiers de cet univers, redoutent de perdre du pouvoir et font blocage ? « Il faut dédramatiser et évangéliser », préconise Godefroy Jordan, président de Startindot. Une nécessité quand 9 dirigeants sur 10 jugent le numérique essentiel pour leur entreprise, d'après une enquête APM (Association progrès du management)-Opinion Way, mais ne sont que 7 % à disposer d'un compte Twitter et 16 % d'une page Facebook. « L'orientation digitale du business, la valorisation en interne de la compétence numérique et même la mise en place de programmes visant à attirer les profils de la génération Y [née entre 1980 et 2000, NDLR] ne peuvent se faire que si elles proviennent du top-management », assure Godefroy Jordan. Mais pour mobiliser le plus haut niveau de la hiérarchie, il faudrait au préalable venir à bout d'un choc des cultures, entre les générations qui ont vécu ou grandi avec le digital et les autres -les « digital immigrants » -pour qui l'entrée dans l'ère du numérique a constitué un bouleversement majeur. Un obstacle qui ne serait qu'apparent pour Olivier Fecherolle, directeur général chargé de la stratégie chez Viadeo. « L'entreprise apparaît ringarde et plus à la page tandis que la génération Y fait figure de reflet de la société. C'est donc à l'entreprise de s'adapter aux bouleversements technologiques, sociaux et économiques de la société. » D'où des efforts de mise en place et de diffusion d'une culture digitale susceptible de fluidifier la circulation de l'information dans l'organisation et de déclencher un processus constant de « réadaptation ». « Toute grande entreprise se doit aujourd'hui de disposer d'un intranet performant », estiment Blandine Kouyate, responsable RH dans le secteur Internet, et Olivier Fecherolle. Bien construit, l'intranet se transforme en précieux outil de « social management », qu'il s'agisse d'améliorer la satisfaction des salariés, la communication ou encore l'accès au savoir. Mais rien n'est possible sans embauche des « compétences digitales » nécessaires. Problème : où trouver ces talents ? « Quelles compétences chercher ? Quel profil privilégier ? faut-il, pour ce type de recrutement et faute de référentiel, accorder autant d'importance au savoir-être qu'au savoir-faire ? C'est tellement l'inconnue que L'Oréal a jugé nécessaire de créer un poste DRH métiers du digital il y a deux ans », explique Antoine Bélot, responsable RH chez L'Oréal Active Cosmetics. Et Franck Surena, directeur général d'Affilinet, de citer l'exemple d'un grand magasin qui avait voulu « digitaliser » son « business model » de façon empirique et avec des ressources en interne. « Le passage au numérique leur a coûté trois ans d'investissement », déplore-t-il. Savoir attirer des professionnels ad hoc est donc essentiel. Mais l'exercice est difficile en raison de la guerre des talents que provoquent la relative nouveauté et la rareté des compétences. « Pure players » de l'Internet comme entreprises traditionnelles, tous se livrent une concurrence féroce. « Il n'existe pas assez de formations sur ces métiers techniques et, quand elles existent, elles sont souvent d'un niveau insuffisant », relève Godefroy Jordan. Voilà pourquoi des entreprises telles que TradeDoubler préfèrent recruter des juniors, procéder par cooptation et former les recrues elles-mêmes en prenant le risque de les voir ensuite partir chez les concurrents, des leaders de l'Internet comme des entreprises traditionnelles. « Les salariés de ces entreprises sont chassés en moyenne une fois par semaine, rappelle Betty Wenco, DRH France de TradeDoubler. Les taux de turnover dans les entreprises Web sont de l'ordre de 20 à 25 % et un salarié reste seulement trois ans en moyenne », poursuit-elle. Mais, pour Olivier Fecherolle, cette « guerre des talents »

est vouée à s'atténuer. Les services ressources humaines devraient en effet de plus en plus s'inscrire dans un double mouvement d'actualisation continue des compétences digitales sur le marché et de stratégies d'adaptation de ces talents en interne. Dans le même temps, il sera demandé aux candidats le même niveau d'adaptabilité que celui qui est exigé des entreprises. Ce que Blandine Kouyate salue de façon positive, puisque le partage des savoirs fait beaucoup plus vite monter en compétence les nouvelles recrues que celles des générations précédentes. Il va donc falloir envisager d'urgence de nouveaux modes de management, qui intègrent les nécessités d'efficience et de constante progression dans les carrières.

PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM



T TABLEAU DE BORD

LE SMIC:

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2012 à **9,22 €** soit **1398,37 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1654,37 € brut mensuel** dont 254€ de prime BINO.

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

POPULATION

POPULATION:2010: 407 205 habitants

OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand (3,1)

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

PRIX

AVRIL 2012 : 1,9% SUR UN AN (1,6 % SUR UN AN EN MARS)

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL : NC

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE



LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire

